

Mise en situation - Agriculture

Contexte

La nouvelle loi « Agriculture pour le climat » qui vient d'être adoptée par le gouvernement a suscité l'ire des principaux syndicats agricoles et le déclenchement spontané de manifestations, blocages routiers et actes de vandalisme revendiqués par des agriculteurs en colère.

Cette loi s'articule autour de trois propositions phares pour tenir les objectifs de la France en matière de réduction de GES à horizon 2030 :

- La création d'une redevance sur les engrais azoté destinée à financer un fond de conversion à l'agroécologie ;
- Un dispositif de rachat et fermeture des exploitations de bovins viande et lait financé par l'Etat afin de réduire la taille du cheptel ;
- L'interdiction du retournement des prairies d'une part et de l'arrachage de haies d'autre part, avec de lourdes sanctions pour les contrevenants ;

Communiqué de presse de la FNSEA et des Jeunes Agriculteurs

« Depuis le mois d'octobre 2027, la FNSEA et Jeunes Agriculteurs dénoncent la déconnexion entre les discours de nos dirigeants politiques français et européens et les décisions qui pèsent sur les agriculteurs. Cette grogne s'est traduite sur tout le territoire à travers l'action des actions d'une ampleur inédite.

L'agriculture ne peut pas être la variable d'ajustement de la politique climatique de la France. L'agriculture n'a pas à rougir de son bilan en matière de gaz à effet de serre puisqu'elle est le seul secteur qui, cultivant les plantes, absorbe du CO2 pour rejeter de l'oxygène, tout ceci pour assurer la fonction la plus vitale pour la société, celle de la nourrir.

Sur ce dernier point, tous les indicateurs montrent que nous décrochons, avec une baisse de l'ensemble des productions : des décisions de relance de la production sont impératives. Le gouvernement prend la voie opposée en privant les agriculteurs de la maîtrise de leurs moyens de production. Nous réclamons l'abrogation de cette loi mortifère.

La France doit soutenir une agriculture productive pour tenir les différents objectifs qu'elle a fixé à l'agriculture : assurer notre souveraineté alimentaire et produire davantage de la biomasse bas-carbone pour l'énergie et l'industrie, ce tout en restant une grande puissance exportatrice pour assurer la sécurité alimentaire mondiale.

Un changement de logiciel est urgent ! La souveraineté alimentaire doit devenir un enjeu d'intérêt général supra à tous les autres objectifs des politiques agricoles. Laisser les agriculteurs produire ! »

Atelier 3 - Mise en situation autour des enjeux relatifs à l'agriculture dans la transition

Présentation de l'atelier

Cet atelier s'est déroulé selon la trame disponible sur la page des ateliers sur le site Internet du Shift Project.

L'actualité fictive qui lui servait de point de départ (elle-même disponible sur le site) décrivait les axes majeurs d'une loi agricole « au service du climat » adoptée par le parlement. Cette loi visait la réduction de l'épandage d'engrais, la baisse du nombre de bovins et l'interdiction de l'arrache des haies et du retournement de prairie pour préserver le carbone des sols. L'actualité était suivie d'un communiqué de presse des principaux syndicats agricoles qui dénonçaient ces mesures puisque l'impératif serait, selon eux, de produire davantage pour répondre au besoin de la transition énergétique et assurer notre souveraineté. Le communiqué insistait sur le fait que l'agriculture stocke du CO2 et reste le seul secteur à le faire.

De premiers décryptages relatifs à l'agriculture dans la transition française étaient fournis aux participants sous forme de dossier imprimé. Ils sont également disponibles sur le site du Shift Project.

Analyse de l'actualité

Questions des prospectivistes

- Significativité des principaux gisements de GES ciblés par la loi ?
- Conséquences d'une réduction de l'azote sur la production agricole et la transition énergétique ?
- Quelles productions dépendent de l'azote ? Quel niveau de dépendance ?
- Quelles raisons motivent aujourd'hui l'arrachage de haies et le retournement de prairies ?
- Quelle est la situation de la France en matière de solde commerciale agricole ?

Questions des journalistes

- Est-ce que l'agriculture représente beaucoup de GES et quelle part revient aux leviers ciblés par la loi ?
- Impacts des mesures gouvernementales sur les prix agricoles ? Sur la situation économique des agriculteurs ?

Angles retenus pour les recherches d'information

- Est-ce que la loi (fictive) adresse les vrais sujets de la transition de l'agriculture ?
- Est-ce que les besoins alimentaires/ biomasse français seront couverts par la production nationale, et quel impact sur la balance commerciale ?
- Quelle alternative à l'épandage d'engrais azotés de synthèse ?
- Quels impacts de ces transformations dans l'assiette des français ?
- L'agriculture permet-elle vraiment de stocker du CO2 ?

Retours des participants sur l'utilisation des décryptages sur l'hydrogène

Difficultés remontées par les participants

Dans le temps imparti, les participants ont trouvé une petite partie des informations dans les décryptages proposés. Ils ont également relevé plusieurs absences ou problématiques :

- Absence d'information sur les aspects économiques : impacts des mesures de transition sur les prix aux consommateurs, sur l'équilibre économique des exploitations agricoles [*note de l'équipe Prospective : information en effet non disponible dans les décryptages*]
- Absence d'information sur la biodiversité [*note de l'équipe Prospective : la biodiversité est toujours évoquée, mais peu analysée par les scénarios. Les analyses existantes seront synthétisées dans une fiche dédiée dans la suite du projet*]
- Absence d'information sur l'eau [*note de l'équipe Prospective : l'eau n'est traitée que par quelques scénarios, décryptage à venir*]
- Absence d'information sur les besoins alimentaires humains et les besoins animaux [*note de l'équipe Prospective : décryptage à venir*]
- Manque de détails sur les imports-exports [*note de l'équipe Prospective : les scénarios livrent, au mieux, les soldes commerciaux par catégorie alimentaire, une analyse plus fine sera rarement possible*]
- Manque de détails sur les effets délétères de l'épandage d'azote hors des GES.
- Absence d'information sur le bien-être animal [*note de l'équipe Prospective : le bien-être animal n'est pas traité comme un sujet à part entière par les scénarios, mais un décryptage sur les modes d'élevage comblera partiellement cette absence*]
- Absence de détails sur les pratiques agricoles stockant du carbone [*note de l'équipe Prospective : décryptage à venir*]
- L'océan en tant que puits de carbone n'est pas abordé [*note de l'équipe Prospective : absence du sujet dans les scénarios, car absence de leviers mobilisables, à préciser dans un décryptage « puits de carbone »*]

- La rédaction des fiches tourne trop autour des scénarios pour permettre une appropriation plus générale des sujets.

Propositions des participants

Suite à l'exercice, les participants ont fait leurs retours dans l'optique de faciliter la recherche d'information :

Faciliter la compréhension

- Rappeler systématiquement l'historique des données et des sujets structurants (ex : évolution de l'épandage d'azote sur les dernières décennies)
- Mettre davantage de graphiques et de visuels, mais en limitant le nombre d'informations que ceux-ci contiennent, afin de ne pas compromettre leur compréhension.

Faciliter la lecture

- Réduire la quantité d'informations et la quantité d'éléments rédigés, quitte à diviser en plusieurs fiches un décryptage complexe.
- Hiérarchiser l'information : mise en avant d'ordres de grandeur, des chiffres et des messages clés à retenir.
- Rendre la mise en page plus didactique [*note de l'équipe Prospective : les analyses étaient proposées sous simple format word pour les ateliers. Un travail de design sera réalisé pour la version web*]